

**ANNEE 2025  
CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA  
COMMUNE DE CRUSCADES  
SEANCE N° 6**

**Date :** 16/12/2025

**Heure :** 18h

**Lieu :** Mairie - Salle du Conseil

**Membres du conseil municipal :**

<b>PRESENTS</b>	<b>ABSENTS</b>
MORASSUTTI Jean-Claude	
REFALO Jean-Yves	
MIQUEL Christian	
MIQUEL Christophe	
SALLES Jean-Noël	
PHAM-LE-THANH Daniel	
FERNANDEZ Franck	Absent donne pouvoir à Jean-Claude MORASSUTTI
MALFAZ David	Est arrivé à 18h03 et a pris part au vote à partir de la délibération n°46
MALFAZ Véronique	Est arrivée à 18h03 et a pris part au vote à partir de la délibération n°46
VERGNETTES Romain	
PEREZ Jacqueline	
CIANNI Fabien	
VACHER Fabien	
<b>Sur convocation en date du</b>	
<b>Nombre de conseillers en exercice :</b>	
<b>Nombre de conseillers présents :</b>	
<b>Nombre de conseillers absents :</b>	

**12/12/2025**

**13**

**10 de 18h00 à 18h03**

**12 à partir de 18h03**

**1**

Madame Jacqueline PEREZ a été nommée secrétaire de séance.

**1) APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29/09/2025**

Le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 29/09/2025 est soumis à l'approbation des membres du conseil.

**Le Conseil Municipal**  
**Où l'exposé et après avoir délibéré**  
Par : 11 voix pour – 0 voix contre – 0 abstention

**2) M 57 - M49 AUTORISATION DE LIQUIDER, MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2026**  
**DELIBERATION 43**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que :

Le budget s'exécute du 1er janvier au 31 décembre. Le comptable dispose du même délai pour comptabiliser les titres de recettes et les mandats émis par l'ordonnateur.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales en son article L 1612-1, dans le cas où le budget de la commune n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, M. le Maire est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, M. le Maire peut, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférant au remboursement de la dette.

Il est précisé que cette autorisation ne signifie évidemment pas que les crédits concernés seront effectivement engagés.

Afin d'assurer une continuité de fonctionnement des services, comme lors des exercices précédents, il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser M. le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement.

### 1) budget principal :

Les ouvertures de crédits peuvent porter sur les montants suivants

Chapitre - Libellé nature	Crédits ouverts en 2025 BP	25% des crédits avant le vote du BP
<b>20 – Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>	<b>5 000€</b>	<b>1 250 €</b>
Art 203 Frais d'étude recherche		1 250 €
<b>204 - Subventions d'équipement versées</b>	<b>5 000€</b>	<b>1250 €</b>
20422 – Privé : Bâtiments, installations		1250 €
<b>21 – Immobilisations Corporelles</b>	<b>495 974 €</b>	<b>123 993 €</b>
Art 2135 installations générales, agencements		22 500 €
Art 2152 installations de voirie		20 000 €
Art 21538 autres réseaux		25 000 €
Art 2158 Autres installations, matériel et outillage techniques		1 250 €
Art 2181 instal gén, agencements, aménagements		52 500 €
Art 2188 autres immo corporelles		2 743 €
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>505 974 €</b>	<b>126 493 €</b>

### 2) budget annexe Eau et Assainissement :

Les ouvertures de crédits peuvent porter sur les montants suivants :

Chapitre - Libellé nature	Crédits ouverts en 2025 BP	25% des crédits avant le vote du BP
<b>20 – Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 500 €</b>	<b>375 €</b>
Art 2031 Frais d'études		375 €
<b>21 – Immobilisations corporelles</b>	<b>108 523 €</b>	<b>27 130 €</b>
Art 21531 réseau d'adduction d'eau		6 250 €
Art 21532 réseau d'assainissement		15 000 €
Art 2181 Installations générales, agencements, aménagements divers		5 000 €
Art 2188 autres		880 €
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>110 023 €</b>	<b>27 505 €</b>

**Le Conseil Municipal**  
*Où l'exposé et après avoir délibéré*  
 Par : 11 voix pour – 0 voix contre – 0 abstention

**APPROUVE** les ouvertures de crédits mentionnées ci-dessus et d'autoriser en conséquence le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2026.

**AUTORISE** le Maire à signer toutes les pièces nécessaires.

**3) APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT 2025) DU 03/11/2025**

**DELIBERATION 44**

Vu l'article 1609 nonies C du code général des impôts,  
Vu l'article L 5211-5 du Code général des collectivités locales,  
Vu le rapport définitif de la CLECT 2025 adopté le 03 novembre 2025,

Monsieur le Maire expose que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) qui est chargée d'évaluer les conséquences financières des transferts de compétence entre les EPCI et leurs communes membres s'est réunie le 03 novembre 2025.

Le rapport définitif de la CLECT 2025 fixe ainsi le montant de l'AC 2025.

En application des dispositions en vigueur, ce processus comporte plusieurs étapes.

La première, objet de la présente délibération, consiste en l'approbation du rapport par les communes membres selon la règle de la majorité qualifiée. Dans le même temps le Conseil communautaire de la CCRLCM délibère à la majorité simple pour adopter le rapport de la CLECT.

Oùï l'exposé de son rapporteur, et après en avoir délibéré,

**Le Conseil Municipal**

***Oùï l'exposé et après avoir délibéré***

Par : 11 voix pour – 0 voix contre – 0 abstention

**APPROUVE** le rapport définitif de la CLECT 2025 adopté le 03 novembre 2025 et annexé à la présente délibération.

**4) FIXATION LIBRE DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2025**  
**DELIBERATION 45**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
VU le Code Général des Impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;  
Vu le rapport définitif de la CLECT 2025 adopté le 03 novembre 2025,

Il est rappelé qu'en application des dispositions du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts (CGI), la CCRLCM verse à chaque commune membre une attribution de compensation. Celle-ci ne peut être indexée.

Les attributions de compensation permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres et de leur EPCI (établissement public de coopération intercommunale) lorsqu'il y a transfert de compétences et de charges dans le cadre de la fiscalité professionnelle unique. C'est une dépense obligatoire de l'EPCI.

Dans le cadre d'une fixation libre des attributions de compensation (art. 1609 nonies C-V-1bis du CGI), il est rappelé que les délibérations concordantes de l'EPCI et des communes intéressées doivent tenir compte de l'évaluation élaborée par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) dans son rapport.

Dans ce cadre, la CLECT, qui est chargée de procéder à l'évaluation des charges transférées afin de permettre le calcul des attributions de compensation, a voté son rapport définitif lors de sa réunion du 03 novembre 2025. Ce rapport été transmis à chaque commune membre de la CCRLCM.

Il est demandé, par la présente délibération, au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, adopter la fixation libre de l'attribution de compensation de la commune de CRUSCADES à 50 615 € pour 2025,

### **Le Conseil Municipal**

*Où l'exposé et après avoir délibéré*

Par : 11 voix pour – 0 voix contre – 0 abstention

-**FIXE** librement l'attribution de compensation de la commune pour 2025 telle que définie dans le tableau des attributions de compensations 2025 joint soit **50 615 €**.

-**CHARGE** Monsieur le Maire, de notifier cette décision aux services préfectoraux.

## **5) REDEVANCE CONSOMMATION D'EAU POTABLE ET REDEVANCE POUR PERFORMANCE DES RESEAUX D'EAU POTABLE ANNEE 2026**

### **DELIBERATION 46**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-4 et -5, et articles D213-48-12-1, D213-48-12-2 à -7, et D213-48-35-1, dans leurs versions applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

**Vu** l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

**Vu** l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié dans sa version applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2025,

**Vu** la délibération n° 2024-25 du 04 octobre 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5,

**Considérant** que la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est maintenue mais que les redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et modernisation des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 par

- une redevance « consommation d'eau potable » dont :
  - le tarif est fixé par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
  - le redevable est l'abonné au service public de l'eau potable ;
  - l'assiette le volume facturé au cours de l'année civile (indépendamment de la période de consommation).

Toutefois, les consommations d'eau potable destinée aux activités d'élevage sont exonérées si elles font l'objet d'un comptage spécifique.

Cette redevance est facturée à l'abonné et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau et les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.

- et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour performance des réseaux d'eau potable :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou à leurs établissements publics compétents pour la distribution publique de l'eau qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Le montant applicable est modulé en fonction de la performance des réseaux d'eau potable de la collectivité compétente pour la distribution publique de l'eau ; il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,2 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance) ;
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile ;
- L'Agence de l'eau facture cette redevance à la commune ou à l'établissement public compétent au cours de l'année civile qui suit ;
- La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'eau ;

**Considérant** que l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a fixé le tarif de la redevance pour consommation d'eau à 0,39€ €HT/m<sup>3</sup> pour l'année 2026.

**Considérant** que l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a fixé le tarif de la redevance pour performance des réseaux d'eau potable à 0,06 €HT/m<sup>3</sup> pour l'année 2026.

**Considérant** que pour l'année 2026, le coefficient de modulation est fixé forfaitairement à 0,37 pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable

**Considérant** qu'il convient de fixer le tarif de la contre-valeur pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu.

### **Le Conseil Municipal**

#### ***Où l'exposé et après avoir délibéré***

Par : 13 voix pour – 0 voix contre – 0 abstention

- **Fixe** à 0,02 €HT /m<sup>3</sup> la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des réseaux d'eau potable » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026,

## **6) REDEVANCE PERFORMANCE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ANNEE 2026**

### **DELIBERATION 47**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-6, et articles D213-48-12-8 à -13, et D213-48-35-2 dans leur version applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025

**Vu** l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

**Vu** l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes

d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié, dans sa version applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2025

**Vu** la délibération n° 2024-25 du 04 octobre 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5,

**Considérant** que la redevance prélèvement est maintenue mais que les redevances pour pollution d'origine domestique et modernisations des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 par :

une redevance de « consommation d'eau potable », facturée à l'abonné à l'eau potable (exceptées les consommations destinées aux activités d'élevage si elles font l'objet d'un comptage spécifique) et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau dont les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.

- et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour « performance des systèmes d'assainissement collectif » :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou leurs établissements publics compétents pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage des stations d'épuration) qui en sont les redevables ;

- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;

- Le tarif applicable est modulé en fonction de la performance du ou des systèmes d'assainissement collectif (station d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé à cette station d'épuration) de la collectivité compétente pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage de la ou des stations d'épuration) ; il égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,3 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance).

- l'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile

- L'Agence de l'eau facture la redevance à la collectivité au cours de l'année civile qui suit

La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de l'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assujetti à la redevance assainissement et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'assainissement ;

**Considérant** que l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a fixé à 0,09 €HT par mètre cube le tarif de base de la redevance « performance des systèmes d'assainissement collectif » pour l'année 2026

**Considérant** que pour l'année 2026, le taux de modulation est fixé forfaitairement 0,3 pour la redevance performance des « systèmes d'assainissement collectif »

**Considérant** qu'il convient de fixer le tarif de la contrevalet pour la redevance pour performance de systèmes d'assainissement, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assainie

### **Le Conseil Municipal**

*Où l'exposé et après avoir délibéré*

Par : 13 voix pour – 0 voix contre – 0 abstention

- **Fixe** à 0,027 €HT /m<sup>3</sup> la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026

## **7) ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION PROPOSEE PAR LE CDG11 - RISQUE SANTE**

### **DELIBERATION 48**

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
 Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-11 ;  
 Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;  
 Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;  
 Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;  
 Vu la délibération n° DE-CA-2025-31 du 10 septembre 2025, du conseil d'administration du CDG11 attribuant le marché de protection sociale complémentaire en santé à VYV-MNT-PréviFrance ;  
 Vu l'avis du comité social territorial en date du 13/11/2025

Le Maire rappelle à l'assemblée que les employeurs territoriaux auront obligation de participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour le risque "santé", à hauteur de 15 € par mois et par agent minimum.

Il rappelle également que cette participation pourra se faire selon deux modalités au choix de l'employeur : soit la labellisation, soit l'adhésion à un contrat collectif.

Le Maire informe l'assemblée que, conformément aux dispositions des articles L.827-7 et L.827-8 du code général de la fonction publique, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aude (CDG11) a procédé à une mise en concurrence en mai 2025 en vue de la mise en place de conventions de participation mutualisées dans le domaine de la protection sociale complémentaire « santé », pour les agents des collectivités affiliées et non affiliées.

Il indique qu'à l'issue de la procédure de consultation, le CDG11 a souscrit une convention de participation pour le risque « santé » auprès du groupement VYV-MNT-PréviFrance, pour une durée de six ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Il précise que la collectivité avait manifesté son intérêt pour cette mise en concurrence, et qu'à ce titre, elle peut aujourd'hui adhérer à la convention de participation proposée par le CDG11, après consultation du Comité Social Territorial, pour permettre à ses agents de bénéficier des garanties et conditions financières mutualisées proposées par le prestataire qui a été retenu.

Il précise également que s'agissant d'un contrat collectif à adhésion facultative, les agents de la collectivité auront le choix d'adhérer ou non, mais que seuls les agents qui adhéreront pourront percevoir la participation employeur.

Au vu de ces éléments, le Maire propose, l'adhésion de la collectivité à cette convention de participation, pour le risque "Santé", à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Il propose de fixer à 35 € par mois et par agent la participation employeur obligatoire, dans le cadre de ce dispositif pour le risque "santé".

**Le Conseil Municipal**  
**Où l'exposé et après avoir délibéré**

Par : 13 voix pour – 0 voix contre – 0 abstention

**ADHERER** à la convention de participation pour le risque « Santé » conclue entre le Centre de Gestion de l'Aude et le groupement VYV-MNT-Prévifrance, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

**ACCORDER** la participation financière employeur aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité, en activité, ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « santé » ;

**FIXER** le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 35 € par agent et par mois, pour chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la convention de participation ; étant précisé que seuls les agents qui adhéreront à ce contrat pourront percevoir cette participation ;

**AUTORISER** le Maire à signer la convention d'adhésion à la convention de participation proposée par le CDG11 et tout acte en découlant ;

**INSCRIRE** au budget primitif 2026 les crédits nécessaires au versement de la participation financière aux agents ;

**APPROUVE** la convention modifiée annexée à la présente délibération accompagnée de ses annexes

**8) CCRLCM : CONVENTION DE FACTURATION POUR FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR LE RESTAURANT SCOLAIRE DU 01/09/2025 AU 31/08/2030**

**DELIBERATION 49**

Monsieur le Maire informe le conseil que la communauté des communes de la région lézignannaise corbières minervois (CCRLCM) nous a fait parvenir la convention de facturation pour la fourniture et la livraison des repas pour le restaurant scolaire – liaison froide – pour la période du 01/09/2025 AU 31/08/2030, les tarifs sont les suivants :

- les repas « enfant maternelle » à **5.16€**
- les repas « enfant primaire » à **5.50€**
- les repas adultes à **6.08€**
- les repas pique-nique à **6.15€**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que depuis la création du service cantine, la commune a décidé de facturer aux familles les repas de la cantine scolaire à prix coûtant. Il propose donc que les tarifs facturés aux familles soient alignés sur les prix facturés à la commune par la communauté des communes de la région lézignannaise corbières minervois (CCRLCM).

**Le Conseil Municipal**  
**Où l'exposé et après avoir délibéré**

Par : 13 voix pour – 0 voix contre - 0 abstention

- **AUTORISE** le Maire à signer la convention de facturation pour la fourniture et la livraison des repas liaison froide pour le restaurant scolaire pour la période du 01/09/2025 au 31/08/2030,
- **APPROUVE** l'application des tarifs suivants pour les repas scolaires facturés aux familles : « enfant maternelle » **5.16€**, « enfant primaire » **5.50€**, « adultes » **6.08€**, « repas pique-nique » à **6.15€**

## **9) ACCUEIL DE PERSONNES VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE**

### **DELIBERATION 50**

Le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur l'accueil de personnes volontaires au service civique.

Le Service Civique, créé par la Loi du 10 mars 2010, s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme, qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif ou une personne morale de droit public.

Les jeunes recrutés en tant que Service Civique accomplissent des missions d'intérêt général dans l'un des dix domaines d'intervention reconnus prioritaires pour la nation, et définis par le Conseil d'Administration de l'Agence du Service Civique : Solidarité, Santé, Education pour tous, Culture et Loisirs, Sport, Environnement, Mémoire et Citoyenneté, Développement international et action humanitaire, Intervention d'urgence en cas de crise et Citoyenneté européenne.

Les missions de Service Civique s'inscrivent donc toutes dans une de ces dix thématiques prioritaires, pour au moins 24 heures hebdomadaires.

Les missions sont orientées auprès du public, principalement sur le terrain, et favorisant la cohésion nationale et la mixité sociale. L'objectif de l'engagement d'un Service Civique est à la fois, de mobiliser la jeunesse devant l'ampleur des défis sociaux et environnementaux, et de proposer aux jeunes un nouveau cadre d'engagement, dans lequel ils pourront mûrir, gagner en confiance en eux, en compétences, et prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir, tant citoyen que professionnel.

Contrairement à un stage axé sur l'acquisition de compétences professionnelles, le service civique constitue une étape de vie et d'engagement citoyen, fondée sur l'action. Ce dispositif doit être ouvert à tous les jeunes, sans distinction de formation ou de parcours.

Le Service Civique s'inscrit dans le code du Service National et non pas dans le Code du Travail.

Un agrément est délivré au vu de la nature des missions proposées et de la capacité de la structure à assurer l'accompagnement et à prendre en charge des volontaires.

Le service civique donnera lieu à une indemnité au volontaire versée directement par l'État d'un montant de 504.98€ et une indemnité complémentaire de 114.85€, à la charge de la collectivité, destinée à couvrir les frais de subsistance, d'équipement, de logement et de transport, selon les modalités définies par l'Agence du Service Civique.

Les missions confiées aux volontaires ne peuvent en aucun cas se substituer à des missions relevant de postes permanents d'agents publics.

Un tuteur sera désigné au sein de la structure d'accueil. Il sera chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.

Ce dispositif s'inscrit donc dans la volonté de la Collectivité de développer une politique jeunesse innovante en offrant notamment à tous les jeunes du territoire la possibilité de s'engager dans des projets d'intérêt général leur permettant de devenir des citoyens acteurs d'un meilleur vivre ensemble.

Afin de s'inscrire dans cette démarche, la Commune doit donc donner son accord de principe à l'accueil des jeunes en Service Civique volontaire, avec démarrage dès que possible après agrément ;

**Le Conseil Municipal**  
**Où l'exposé et après avoir délibéré**  
 Par : 13 voix pour – 0 voix contre – 0 abstention

**AUTORISE** la mise en place du dispositif du service civique au sein de la collectivité, conformément à la loi n°2010-241 du 10 mars 2010 et à ses décrets d'application.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à engager les démarches nécessaires pour :

- Déposer une demande d'agrément auprès de l'Agence du Service Civique

- Formaliser les missions proposées aux volontaires, dans le respect des 10 domaines d'intervention prioritaires
- Signer les contrats d'engagement avec les volontaires
- Désigner un tuteur pour chaque volontaire, chargé de son accompagnement.

**ENGAGE** les crédits nécessaires au budget communal pour couvrir la prestation complémentaire ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à la mise en œuvre du dispositif.

# **10) RECENSEMENT DE LA POPULATION - CREATION DE 2 POSTES D'AGENTS RECENSEURS**

## **DELIBERATION 51**

**Vu** le code général des collectivités territoriales

**Vu** la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3,

**Vu** la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V ;

**Vu** le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

**Vu** le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

**Vu** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires ;

**Vu** le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal

Le Conseil Municipal

*Où l'exposé et après avoir délibéré*

**Par : 13 voix pour – 0 voix contre – 0 abstention**

**DECIDE** : - La création de 2 emplois de non titulaires en application de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi précitée, pour faire face à des besoins occasionnels ou saisonniers à temps non complet, pour la période allant du 15 janvier au 14 février 2026.

- chaque agent recenseur percevra la somme de 4.70€ bruts par feuille de logement recensé ;
- la collectivité versera un forfait de 120 euros pour les frais de déplacement ;
- les agents recenseurs recevront 35 euros brut pour chaque séance de formation et 35 euros brut pour la tournée de reconnaissance ;
- la rémunération de l'agent recenseur sera versée au terme des opérations de recensement.

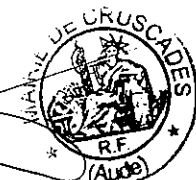
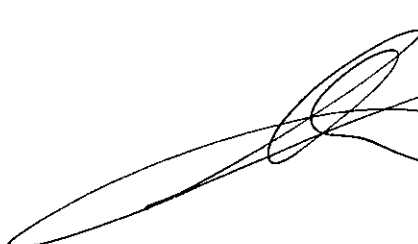
**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces utiles à cet effet.

## **QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES :**

1. Monsieur le Maire informe le Conseil qu'à la suite d'une visite de la Direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Aude, il est préconisé de poser un kit occultant sur le grillage du groupe scolaire afin d'éviter le vis-à-vis direct sur la voie publique et d'éviter tous risques d'intrusion. Des devis seront demandés prochainement en respectant les préconisations demandées.
2. Monsieur le Maire informe également de l'organisation de la distribution des corbeilles de fin d'année destinées à nos aînés. Chaque référent de quartier sera chargé d'en assurer la distribution.
3. La cérémonie des vœux du maire se tiendra le 09 janvier 2026 au foyer communal

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : 18h17

Signature du Président de séance



A circular stamp with the text "ASSOCIATION DES CRUSADES" around the top edge, "R.F." in the center, and "(Aude)" at the bottom. The center features a heraldic emblem.

Signature du Secrétaire de séance



A handwritten signature in cursive script.